



Montpellier le 29 Août 2024

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La Mutualité n'est pas soluble dans le macronisme...

Les égos peuvent être flattés, les fantasmes peuvent alimenter certains journalistes avides de sensationnel, mais il n'en demeure pas moins que la nomination d'un « mutualiste » à un poste gouvernemental, et a fortiori à celui de Premier ministre, n'est pas à l'ordre du jour.

La Mutualité vaut bien plus qu'un poste ministériel, même s'il s'agit du premier d'entre eux. Rappelons-nous les effets dévastateurs de la dernière fois où cela s'est produit. M. Teulade, premier des mutualistes, nommé Ministre des Affaires sociales en 1992, a laissé un triste souvenir en engageant la France, et avec elle la Mutualité, dans la transposition de la Directive 92/49/CEE du Conseil, du 18 juin 1992, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe. Trente-deux ans après, la Mutualité n'oublie pas et en constate encore les dégâts.

Ce fait est majeur, mais d'autres événements relèvent davantage du copinage entre dirigeants mutualistes et pouvoir politique. Grâce à l'entregent de Jean-Pierre Davant avec le pouvoir socialiste et Martine Aubry, la CMU, grande avancée sociale qui aurait dû être portée par la solidarité nationale, voit son financement incomber aux mutualistes détenteurs d'un contrat santé.

De ces histoires, il faut tirer une leçon : la Mutualité est une force sociale à elle seule, l'une des rares à pouvoir reconstruire les conditions d'un dialogue social dont notre pays a tant besoin. La Mutualité ne peut pactiser avec aucun pouvoir politique, et surtout pas avec ceux extrêmes qui abhorrent la solidarité, pas plus qu'avec le gouvernement actuel qui s'arroge la paternité du 100 % santé, mais oublie de préciser que son financement est réalisé pour les deux tiers par les mutuelles santé.

Ce même gouvernement qui supprime, en 2025, 1500 postes d'internes dans les hôpitaux, qui n'a aucun plan de redressement du service public hospitalier, ni de l'accès aux soins pour nos concitoyens, dont bon nombre perdent chaque jour une chance de se soigner, une chance de vie ou de survie.

Ce gouvernement qui, en mettant en place les appels d'offres dans la Fonction publique d'État, a perdu le sens de l'État et du service public en ouvrant la porte aux assureurs, en particulier à ceux qui banalisent la santé en la réduisant à un simple service, pourvu que ce dernier soit financièrement productif.

Ainsi, si un mutualiste est approché pour rejoindre un prochain gouvernement et remplacer une équipe de perdants et de fantoches qui s'accrochent désespérément au pouvoir, il n'a qu'une chose à faire : décliner l'invitation. Il n'y a pas de pacte possible avec quiconque ! La Mutualité est un véritable mouvement social et solidaire, qui maintient le pays debout en ces périodes difficiles et inédites. Elle reste au service et à l'écoute de ses adhérents, renforce la cohésion des territoires, et constitue une composante majeure de cette société civile qui avance et fait avancer notre pays, n'en déplaise à ceux qui ne respectent plus le peuple.

Contact Presse :

Jean-Louis SPAN

Co-Président de la FDPM

Tél : 09 53 10 53 49

contact@fdpm.fr

Site : FDPM.fr